

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 131 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2826 - Prix : 1€

Les travailleurs
étaient dans la rue, il
faut que ça continue !
Page 8

Réforme des retraites :
49-3 ou pas, on n'en
veut pas !
Page 3

Visite de Pap Ndiaye :
un petit tour pour
rien
Page 5

Marches pour le
climat : il faut
changer cette société
Page 7

Guerre en Ukraine

Ni Poutine, ni
Zelensky le protégé
de Biden-Macron
Page 9

Iran

La révolte de la
jeunesse
Pages 12



Non aux sacrifices imposés par le grand patronat et le gouvernement !

Jeudi 29 septembre, plusieurs syndicats, la CGT, la FSU et Solidaires, ont appelé à faire grève et à manifester pour les salaires. Et c'est en effet la question qui s'impose, que ce soit dans le privé ou dans le public puisque nulle part les salaires n'ont suivi la flambée des prix.

Dans certaines entreprises, les travailleurs n'ont d'ailleurs pas attendu cette date pour discuter, s'organiser, débrayer, et parfois se lancer dans la grève. Ces dernières semaines, ces mouvements se sont multipliés à Carrefour, Arkema, TotalEnergies, PSA-Stellantis, GRDF, dans les aéroports ou encore dans certains Ehpad...

Tous ceux qui protestent ont raison : les salaires doivent être indexés sur les prix ! Depuis des mois, la hausse des prix lamine le pouvoir d'achat : alimentation, carburants, gaz, électricité, etc. Et cela pèse d'abord sur les plus bas salaires, bloqués déjà depuis des années.

En encourageant le patronat à verser une prime inflation, Macron reconnaît que la situation est intenable pour des millions de salariés. Mais il n'obligera jamais le patronat ni à verser une prime un tant soit peu conséquente, ni à augmenter les salaires, alors même que les caisses des plus grands groupes sont pleines.

La Première ministre, Borne, a reconnu l'existence des profiteurs de crise : « Nous ne sommes pas dupes. Certains font artificiellement monter les prix. Nous agissons contre la spéculation sur les prix de l'énergie. »

Les mystérieux spéculateurs se trouvent parmi les trusts de l'énergie, les Engie, ENI ou encore TotalEnergies, dont les services financiers sont spécialisés dans les opérations spéculatives. Que fait le gouvernement pour les contrôler et les empêcher de nuire ? Rien ! Il renâcle même à évoquer des « superprofits » alors qu'il est de notoriété publique que les profits de ces groupes ont doublé, triplé parfois.

Le bouclier tarifaire sert plus à dissimuler les milliards de profits des groupes de l'énergie qu'à protéger le niveau de vie des classes populaires. Si nous attendons des solutions du gouvernement, nous n'aurons droit qu'à des aumônes, des factures différées et un appauvrissement étalé dans le temps.

Ne laissons pas le gouvernement et le patronat nous faire les poches ! À nous d'en discuter, de fixer nos revendications et de nous mettre, partout, en ordre de marche pour les arracher.

C'est d'autant plus important qu'il faut aussi montrer notre opposition à la réforme des retraites que le gouvernement veut imposer, peut-être dans les prochaines semaines.

Pendant la campagne présidentielle, Macron avait annoncé vouloir reporter l'âge de départ à 64 ou 65 ans. L'argument était connu : nous vivons plus vieux, et les caisses de retraite vont être en déficit... Mais les comptes des retraites étant actuellement excédentaires, l'argumentaire de l'urgence tombe à l'eau. Alors, maintenant, Macron explique que l'État a besoin d'argent pour l'école, la police, le logement et la transition énergétique.

Autrement dit, que les travailleurs payent ce que la grande bourgeoisie ne veut pas payer ! Les choses ne peuvent pas être plus claires : le gouvernement veut que nous sacrifions notre retraite et notre pouvoir d'achat pour que les capitalistes continuent de s'enrichir.

La liste des sacrifices que dirigeants et possédants exigent de nous ne fait que s'allonger. À cause de la crise énergétique, nous devrions accepter d'avoir froid cet hiver, accepter le chômage partiel, l'amputation des payes et l'obligation de télétravailler.

Les menaces qui nous guettent vont bien au-delà des questions de salaire ou de retraite. Elles sont aussi d'ordre politique car la guerre est à nos portes. L'escalade à laquelle nous assistons ne s'explique pas seulement par les rodomontades de Poutine. Elle résulte de l'intensification de l'effort de guerre américain et occidental qui fournit plus d'argent, plus de matériel et plus d'instructeurs pour mener la guerre.

Les capitalistes, leur ordre social et leurs politiciens nous ont plongés dans la catastrophe, le chaos économique et la guerre. Il n'y a pas de raison de se sacrifier pour un système aussi fou. Il faut se préparer à contester leur politique et leur pouvoir. Et cela commence par s'opposer pied à pied à tous les reculs qu'ils veulent nous imposer aujourd'hui.

Nathalie ARTHAUD, porte parole de Lutte ouvrière

Réforme des retraites : 49-3 ou pas, on n'en veut pas !

Même s'il ne sait pas comment, par l'Assemblée ou par la Sécurité sociale, le gouvernement semble déterminer à s'en prendre aux retraites. Le contenu de l'attaque n'est pas non plus précisé, mais le recul de l'âge légal de départ ou l'augmentation du nombre de trimestres nécessaire pour avoir droit au taux plein, ou même les deux, sont clairement évoqués.

Du côté du ministre des Finances, « *il faut faire vite* », et pour le président du Medef, même si elle n'est pas de toute première urgence, la réforme est indispensable.

Cependant les dernières conclusions du Conseil d'orientation des

retraites assurent que le système des retraites est à l'équilibre, contrairement à ce que répétaient en boucle le gouvernement et le patronat pour répondre aux manifestants de l'hiver 2019-2020. Les attaques qui se succèdent depuis 1993 ont déjà réduit le niveau de vie des retraités, par l'indexation des pensions sur l'inflation officielle et non sur les salaires. Elles ont en moins de vingt ans fait reculer l'âge moyen de départ réel de 60,5 ans à plus de 62 ans. Elles ont de ce fait réduit la durée de vie à la retraite et le montant des pensions, puisque, au chômage ou en invalidité, les travailleurs âgés cumulent moins de

droits.

Alors, pourquoi remettre sur le tapis ce nouvel épisode d'une attaque antiouvrière ? Ils l'avouent presque, il s'agit de dégager de l'argent public pour augmenter les dépenses d'armement, de police, voire pour compenser les aides aux grandes entreprises sous forme de dégrèvements de taxes et d'impôts.

Quels que soient les arguments employés, quelle que soit la méthode pour la faire passer, cette réforme des retraites est une attaque inacceptable contre le monde du travail. Elle doit être rejetée.

Budget de la Sécurité sociale : dégâts en vue

En même temps que le projet de budget de l'État pour 2023, le gouvernement a aussi présenté son projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS).

Pour l'Assurance maladie, le PLFSS ne promet rien moins que « *répondre à tous les enjeux de santé des Français* ». Des mesures phares sont annoncées. Cela va du « *mieux financer les modes d'accueil du jeune enfant* » jusqu'à « *construire la société du bien vieillir chez soi* », en passant par « *améliorer l'accès à la santé* » et « *renforcer le virage préventif* ».

Mais, derrière ces rodomontades habituelles, survient la non moins habituelle menace, la cinquième mesure phare prévue pour 2023 étant de « *lutter contre la fraude sociale* ». Ainsi, parmi la longue liste des moyens de « *détection des fraudes* », les arrêts de travail prescrits par téléconsultation ne pourront plus être remboursés que s'ils ont été prescrits par le médecin traitant ou un médecin vu au cours des 12 derniers mois. Et comment feront les plus de 5 millions de personnes qui, dans un pays où les déserts médicaux s'étendent, n'ont pas ou ne peuvent même plus

consulter de médecin traitant ?

Comme chaque année, l'établissement du budget de la Sécurité sociale et notamment de l'Assurance maladie se traduit par une diminu-

tion de l'accès des plus pauvres aux soins et entraînera donc une détérioration de leur santé.



PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 7 OCTOBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 8 OCTOBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 9 OCTOBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 15 OCTOBRE de 8H30 à 10H00**

Budget 2023 : protecteur... pour le patronat

Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, a affirmé que son gouvernement abandonnait la politique du « quoi qu'il en coûte ». Mais les milliards vont continuer à affluer dans les coffres des grandes entreprises sous forme de subventions et cadeaux divers.

En affirmant que « la France vit au-dessus de ses moyens », le MEDEF pleure la bouche pleine et veut moins de dépenses... qui ne lui rapportent pas. Car si du côté des dépenses, 11 000 postes de fonctionnaires doivent être créés, le nombre d'enseignants, lui, doit diminuer de 1 985 postes, alors que leur manque est partout dénoncé.

L'autre ministère gagnant est celui de la Défense. Son budget s'élèverait à 43,9 milliards, soit une augmentation de 3 milliards en 2023. L'armée française devrait ainsi recevoir cette année, des Rafale, un second sous-marin nucléaire et pleins de chars Leclerc rénovés. Ces achats, et d'autres, promettent donc de bien protéger les profits des industriels de la guerre, tels que Dassault, Thales ou le groupe MBDA, le deuxième producteur mondial de missiles.

Le bouclier tarifaire contre les prix de l'énergie, qui représenterait une dépense de 45 milliards d'euros,



continuera de bénéficier essentiellement aux grandes entreprises. La dette de l'État rapportera 51,7 milliards aux organismes financiers à qui l'État doit emprunter, un peu moins que le budget de l'année 2022 de l'Éducation nationale, 56,5 milliards d'euros.

Côté recettes, la TVA, l'impôt le plus injuste car il pèse « à égalité » sur le smicard et sur le milliardaire, reste celui qui rapporte le plus. Les prétendues baisses d'impôts mises en avant par le gouvernement bénéficieront, en 2023 comme en 2022, aux

grandes entreprises : allègement en 2023 de 4 milliards de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), cet impôt dit de production qui doit même disparaître en 2024, baisse de l'impôt sur les sociétés de 3,7 milliards d'euros, pour ne donner que quelques exemples.

Ce budget ne servira que le grand patronat qui n'en attend pas moins de cet État entièrement dévoués à ses intérêts.

Loyers et APL : aides insuffisantes, salaires aussi

À l'occasion du congrès des organismes HLM prévu du 27 au 29 septembre, un rapport de l'Union sociale pour l'habitat, qui regroupe tous ces organismes, souligne la chute des aides au logement.

Alors que les loyers et les charges locatives n'ont cessé d'augmenter, dans le privé comme dans le public, l'APL, l'aide personnalisée au logement, qui concerne 13 millions de personnes, a diminué. Non seulement, il y a cinq ans, le gouvernement l'a baissée de cinq euros pour tous, mais le mode de calcul en a été modifié. Par ailleurs, l'APL étant calculée en fonction des revenus du demandeur et du montant de son loyer,

le plafond du loyer pris en compte a été désindexé. De ce fait, aujourd'hui 60 % des locataires en HLM ont un loyer qui se retrouve au-dessus de ce loyer plafond et dans le secteur du logement privé ils sont 92 %. Enfin, le seuil d'exclusion de l'APL, c'est-à-dire le salaire à partir duquel on n'a plus droit à cette aide, n'a pas du tout évolué avec l'inflation. Il se retrouve désormais en dessous du smic. Suivant les régions, il est de 1 150 à 1 270 euros par mois.

Les organismes HLM dénoncent la baisse de cette aide de l'État qui représente une part de leur financement, et lui demandent de la réévaluer car ils voient qu'avec la

paupérisation croissante leurs locataires ne pourront plus payer. Mais si les travailleurs ne peuvent plus payer leur loyer, c'est d'abord parce que les salaires sont beaucoup trop bas et que beaucoup vivent régulièrement des périodes de chômage.

Ces aides au logement sont vitales pour ne pas se retrouver à la rue, mais elles permettent aussi au grand patronat de comprimer les salaires et de licencier en laissant à l'État la responsabilité de gérer les dégâts. Au moment où ce même grand patronat réclame toujours plus de subventions pour maintenir et même accroître ses profits, l'État serre les cordons de la bourse pour les locataires.

Visite de Pap Ndiaye : un petit tour pour rien

Le ministre de l'Éducation nationale Pap Ndiaye était à La Réunion pendant trois jours fin septembre. Bon élève de Macron, il a récité sa leçon bien apprise en vantant les soi-disant « *engagements forts* » du gouvernement comme l'école inclusive, le bien être et la santé des collégiens par la pratique du sport ou bien la future réforme des collèges, etc. Mais pour ce qui est des moyens supplémentaires, que nenni !

Pour Pap Ndiaye, « *les enjeux de l'éducation ne dépendent pas du seul ministre, ni du ministère mais de la mobilisation de toute la société* ». C'est un façon de dire que le gouver-

nement ne mettra plus de sous dans le budget de l'Éducation nationale qui est selon lui « *historique* ».

Même si le ministre reconnaît que l'illettrisme qui concerne 120 000 personnes dont 21 % de jeunes est un fléau à La Réunion, que « *le collègue ne fait plus réussir les élèves* », il n'y aura pas plus d'enseignants, pas plus d'AESH, pas plus d'écoles, de collèges ou de lycées dans les mois et années à venir pour répondre aux besoins des personnels de l'Éducation et des élèves.

Pap Ndiaye prétend que la lutte contre les inégalités est « *au coeur des priorités* ». Mais les actions qu'il

dit vouloir mener pour les réduire ne sont que des coups de pieds dans le vide. Les élèves et les familles ne devront compter que sur les fonds sociaux des établissements qu'il a demandé à la rectrice de « *mobiliser pleinement* » ou sur les maigres augmentations des bourses ou de l'allocation de rentrée scolaire. Rien de plus.

La vraie priorité de gouvernement c'est de satisfaire les appétits des bourgeois en les devant de milliards.

Les moyens qui manquent, les travailleurs de l'enseignement et les familles devront les arracher par la lutte.

Éducation : moins d'enseignants, pas mieux payés

Le ministre de l'Éducation, Pap Ndiaye, s'est félicité en déclarant que « *le budget de l'éducation et de la jeunesse pour 2023 connaît une augmentation inédite de 6,5 %* ». Mais le personnel de l'Éducation nationale, les élèves et leurs parents n'ont aucune raison de partager cet enthousiasme.

Tout d'abord, cette augmentation correspond en fait à l'inflation constatée depuis un an. Et si le gouvernement annonce le recrutement supplémentaire de 4 000 accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH), cela ne comblera absolument pas leur manque criant. 400 000 enfants élèves en situation de handicap sont scolarisés pour 125 000 AESH. Et rien n'est prévu pour mettre fin à leur situation pré-

caire : à temps partiel souvent imposé, les AESH, majoritairement des femmes, ne touchent en général que 900 euros par mois.

Concernant les enseignants, le budget 2023 prévoit près de 2 000 suppressions de postes pour la rentrée prochaine, alors que le gouvernement prétend qu'il a du mal à recruter !

Les besoins sont criants, particulièrement dans les quartiers populaires, mais la consigne première des rectorats est de supprimer des classes

pour en surcharger d'autres.

Concernant la revalorisation du salaire des enseignants, elle est loin des 6,5 %. Le point d'indice a été revalorisé de 3,5 % en juillet. Et si le gouvernement annonce une progression des rémunérations de 935 millions d'euros, il souhaite en conditionner au moins une partie à l'acceptation de nouvelles tâches. Bref, travailler plus pour gagner au mieux la même chose.



Éducation : Il faut embaucher des AESH !

Depuis la rentrée, parents et les enseignants dénoncent le manque criant d'AESH, ces accompagnants qui assistent les élèves en situation de handicap pendant leurs heures de cours.

Avec la réduction, voire la suppression des classes Segpa et les Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (RASED), la demande en AESH a considérablement augmenté. Mais leur recrutement en

nombre suffisant dans les écoles et collèges ne suit pas.

Les AESH travaillent avec des autistes, des dyslexiques, des enfants atteints de troubles du comportement, etc. souvent sans consignes ni dossiers transmis en amont par les pôles d'accompagnement spécialisés (Pial). Ils doivent se débrouiller. Aujourd'hui, seulement un élève en difficulté sur cinq bénéficie de l'assistance d'un AESH. Souvent un

même accompagnant doit s'occuper de plusieurs élèves à la fois, ce qui ne favorise pas l'apprentissage et aggrave les conditions de travail des AESH.

Le ministre de l'Éducation nationale Pap Ndiaye prétend que son ministère est conscient des...difficultés de recrutement. Mais pas au point d'augmenter les salaires bloqués au-dessous de 1000 euros par mois !

Milliardaires : riche malgré lui

La presse s'est extasiée sur le geste du patron de Patagonia, marque célèbre de vêtements de sport : à 83 ans, au lieu de revendre son entreprise ou de la donner à ses enfants, il l'a léguée à une structure agissant pour l'environnement.

Ce patron, Yvon Chouinard, dit avoir toujours été écologiste avant tout et être devenu milliardaire « contre sa volonté ». C'est aussi, sans doute sans le vouloir qu'il a fait prospérer l'entreprise, qui pèserait aujourd'hui trois milliards de dollars. Pour un peu, on pourrait croire qu'il a gagné sa fortune au loto !

En réalité, comme toute entreprise capitaliste, au label vertueux ou non, les profits se font sur le dos des ouvriers qui fabriquent ses produits. Sans aucune usine de fabrication, Patagonia sous-traite tout, principalement en Asie. Cela lui permet d'affirmer qu'elle ne décide pas des salaires des ouvriers et ouvrières qui produisent pourtant des vêtements revendus plusieurs centaines d'euros en Europe et aux États-Unis. Sur son site, elle dit qu'elle « réfléchit » à comment faire pour qu'ils soient mieux payés mais en attendant, elle empêche les profits.

Quant à la « production responsable », l'entreprise a reconnu à sa façon qu'elle fonctionnait comme toutes les autres. Une publicité, qui a fait du bruit en 2011, demandait aux clients de ne pas acheter la veste présentée, car il avait fallu 135 litres d'eau et 20 livres de CO2 pour la fabriquer... Quant à la cession de l'entreprise, l'agence de presse Bloomberg affirme que l'opération permettrait à la famille d'échapper à des centaines de millions de dollars d'impôt. L'écologie et le billet vert peuvent faire bon ménage...

Augmentation des prix : de quel bois on se chauffe ?

Le prix des granulés de bois, aussi appelés pellets, qui servent de combustible de chauffage, a doublé en un an. Les chaudières à granulés avaient été présentées comme une alternative écologique au fioul, encouragées par l'État. Mais elles n'échappent pas plus que le reste au marché capitaliste.

Les pellets sont de la sciure de bois agglomérée. Leur prix était, il y a encore un an, d'environ 300 euros la tonne, ce qui est à peu près la consommation d'un poêle pendant un hiver. Mais en cette rentrée 2022, le prix est passé à 600 euros la tonne.

Ceux qui avaient fait le choix de

remplacer leur vieille chaudière à fioul par un poêle à granulés se retrouvent piégés.

L'explication de cette hausse est en partie le fait que les entreprises productrices répercutent leurs coûts énergétiques sur les produits. Mais cela ne suffit pas à expliquer le doublement du prix, d'autant que l'État a mis en place un « plan de résilience » d'aide aux entreprises.

Les gouvernements ont eu une politique d'incitation à l'achat des chaudières. Mais ils n'ont pas poussé la logique jusqu'à prévoir une politique pour la production de granulés, laissée au bon vouloir de capitalistes

petits et grands, sans un plan de production rationnel. La raison fondamentale des hausses de prix est là.

De fait, ce marché de production des granulés de bois, en pleine expansion, aiguise désormais l'appétit de TotalEnergies. Le groupe a actuellement une part de 10 % du marché des pellets et envisage, dans un communiqué, de tripler ses ventes d'ici 2030. Il vient d'inaugurer une nouvelle usine à Grand-Couronne, en Seine-Maritime. Il n'est donc pas sûr que les prix baissent...

TotalEnergies : cachez ces profits...

Patrick Pouyanné, PDG de TotalEnergies, auditionné le 21 septembre par la commission des Finances de l'Assemblée nationale a bien sûr été interrogé sur les impôts payés par le trust.

TotalEnergies réussit l'exploit de ne payer aucun impôt en France, alors qu'il y réalise près de 20 % de son activité, qu'un quart de ses salariés y travaillent et que son siège social s'y trouve... Selon son PDG, cela s'expliquerait par le fait que les activités de Total dans le pays seraient déficitaires. Mieux, l'optimi-

sation fiscale pratiquée par Total est si efficace que, en 2020, il a touché 124 millions d'euros du fisc sous prétexte d'une perte fiscale et en remboursement d'un trop perçu alors que, dans le même temps, le groupe faisait plus de 10 milliards d'euros de bénéfices à l'échelle mondiale !

Pour se justifier, le PDG de Total a déclaré que le groupe payait beaucoup d'impôts dans le monde sur la base des activités de ses filiales, et que cette année ce serait deux fois plus que l'année dernière. Comme s'il était anormal de payer deux fois

plus d'impôts quand les bénéficiaires du trust ont doublé au 1er semestre de 2022 avec la bagatelle de 17,7 milliards d'euros !

En fait de « transparence », le PDG n'aura convaincu pas grand-monde sauf les députés qui l'ont chaleureusement applaudi pour ses réponses à leurs questions. Bien sûr, aucun de ces messieurs n'a évoqué les actionnaires du trust, ceux qui touchent ces dividendes faramineux liés à l'explosion des prix de l'énergie.

Nourrissons : mortalité en hausse

Santé publique France vient de publier un rapport qui montre une augmentation de la mortalité des nourrissons sur une décennie.

Le taux de mortalité néonatale (le nombre de décès avant l'âge d'un mois pour 1 000 naissances) est passé en France de 1,6 en 2010 à 2 en 2019, soit une augmentation de 25 %.

L'évolution de cet indicateur de

santé publique est en grande partie le reflet de l'accroissement de la pauvreté. Ainsi, en Outremer, il est le double de celui de la Métropole.

Même en France la situation se dégrade. En région Auvergne-Rhône-Alpes, la proportion de femmes ayant bénéficié d'au moins trois échographies durant leur grossesse a baissé, passant de 96 % à 89 % entre 2010 et

2017. En Île-de-France la proportion de femmes sans abri parmi les accouchements a été multipliée par quatre de 2015 à 2019.

Les progrès indéniables de la médecine de pointe ne peuvent pas cacher que les inégalités de santé progressent, débouchant sur des drames de grossesses malheureuses de plus en plus fréquents.

Marches pour le climat : il faut changer cette société

Vendredi 23 septembre, dans de nombreux pays, des dizaines de milliers de jeunes ont manifesté leur inquiétude quant au changement climatique et leur révolte devant la passivité évidente des gouvernements.

Ce mouvement, initié par la militante écologiste suédoise Greta Thunberg en 2018, interrompu pour cause d'épidémie, reprend donc avec plus de justification encore après un été caniculaire et la multiplication des catastrophes climatiques aux quatre coins du monde. On ne peut que partager la colère des manifestants et leur condamnation des pouvoirs en place, soumis aux intérêts des grandes compagnies pétrolières, des banques internationales et, de façon générale, aux milliardaires rentiers de l'économie capitaliste. Oui, il faut changer ce monde avant qu'il ne devienne invivable !

Parmi les manifestants et tous ceux qui sont réellement préoccupés de l'avenir de cette planète et de ses habitants, bien des idées circulent. Cela va de la sobriété volontaire à la décroissance, de l'espoir de convaincre les gouvernements à celui de les remplacer, de l'invention de telle ou telle loi capable d'encadrer les pollueurs jusqu'à l'exigence de leur expropriation, etc. Quoi qu'on pense de chacune, toutes reposent sur l'évidence que la question est mondiale et concerne l'humanité dans son ensemble. Cela seul met ces jeunes manifestants à des années-lumière des gouvernements du monde entier, enfermés dans leurs frontières et leurs étroits intérêts particuliers,



SUD OUEST

Bordeaux, le 23 septembre

ou plutôt les étroits intérêts de leur classe possédante nationale.

Il est probable et souhaitable, si ce n'est déjà fait, que les jeunes manifestants voient le lien entre les incendies en France, la guerre en Ukraine, les famines et les guerres d'Asie et d'Afrique, les profits monstrueux des multinationales, le massacre des sociétés humaines dites primitives avant celui des espèces sauvages, l'exploitation massive, féroce, permanente du travail humain au bénéfice de quelques-uns, les catastrophes sociales et militaires qui ravagent périodiquement la planète. Mais comment en finir avec tout cela ?

Il n'y a pas que le climat et son évolution qui doivent être examinés avec un œil critique et une méthode scientifique. Les jeunes révoltés par la dérive climatique devront porter la même attention à l'évolution des sociétés humaines, à son mécanisme et à celui des révolutions sociales. Pour changer ce monde, ils devront retrou-

ver les idées révolutionnaires communistes.



Spectacles, exposé scientifique, librairie, table de presse...

25 € adultes, 12 € enfants

Les travailleurs étaient dans la rue, il faut que ça continue !

Jeudi 29 septembre, c'était journée de grève et de manifestations à La Réunion comme en métropole.

Près d'un millier de manifestants sont descendus dans la rue à Saint-Denis à l'appel de plusieurs organisations syndicales pour dénoncer la dégradation des conditions de travail, les licenciements, la baisse du pouvoir d'achat, les profits faramineux que font les patrons sur le dos des travailleurs ou encore les menaces du gouvernement Macron-Borne, en particulier sur les retraites.

Les travailleurs des hôpitaux, de l'Éducation nationale, de La poste, des Finances publiques ont rappelé la nécessité d'embaucher, de mettre un frein au développement du travail précaire, d'arrêter les fermetures de lits ou d'agences, etc.

Les travailleuses du service à la personne, notamment celles de Korky d'Or, qui se font exploiter pour des salaires de misère et dont l'entreprise a été mise en liquidation judiciaire, n'ont pas manqué de rappeler les pratiques mafieuses de leur patron et de ses associés qui, pendant des années, ont détourné à leur profit l'argent public que leur versait le Conseil départemental sans d'ailleurs que les élus leur demandent des comptes.



Les employés des commerces qui voient les profits des capitalistes de la grande distribution exploser en même temps que les prix des marchandises dans les rayons, ont réclamé leur dû, pas un salaire en dessous de 2000 euros !

Partout, que ce soit dans le public ou dans le privé, les travailleurs sont confrontés aux mêmes pressions des chefs, à la surcharge de travail, au problème des salaires qui stagnent, voire qui baissent, aux menaces de licenciements quand ce n'est pas les licenciements tout court.

Ainsi grandit la conscience que le patronat, que le gouvernement à sa solde, sont déterminés à ne rien lâ-

cher sur les salaires, sur les retraites, et que bien au contraire, ils intensifient l'exploitation et leurs attaques contre le monde du travail car la classe bourgeoise veut continuer à s'enrichir, quoi qu'il en coûte aux travailleurs...

Les travailleurs qui font grève et qui manifestent leur mécontentement savent que des journées éparées ne suffiront pas à faire battre en retraite les capitalistes et leurs serviteurs au gouvernement. En effet il faudra des luttes massives, de l'ensemble de la classe ouvrière qui pour s'y préparer doit compter sur ses propres forces, sur ses capacités à tout faire fonctionner et donc à tout diriger.

Faim dans le monde : le capitalisme responsable

Un mort de la faim toutes les quatre secondes, et 345 millions de personnes victimes de « faim aiguë », nombre qui a doublé depuis 2019, voici le cri d'alarme poussé le 20 septembre lors de la réunion de l'assemblée générale de l'ONU.

En même temps, la masse des profits n'a jamais été aussi énorme.

Dans une lettre ouverte, 238 organisations non gouvernementales s'adressent aux représentants internationaux pour leur demander d'« agir pour stopper la crise mondiale de la faim ». Elles constatent pourtant elles-mêmes que ces dirigeants n'ont fait que défendre des intérêts économiques à l'opposé des besoins des

populations. Le système capitaliste dont l'ONU couvre la domination est bien le principal responsable de la faim dans le monde.

L'un des signataires de la lettre écrit lui-même qu'il « est inadmissible qu'avec toute la technologie de l'agriculture et des techniques de récolte aujourd'hui, nous parlions encore de famine au 21e siècle ». On ne peut mieux dire.

La Corne de l'Afrique souffre de sécheresse, avec au moins quatre saisons de pluie ratées. Mais des pays comme la Somalie et l'Éthiopie ont aussi souffert de dizaines d'années de guerres, entretenues par l'intervention des puissances impérialistes

pour s'assurer le contrôle de ce point stratégique entre l'océan Indien et la mer Rouge. Et il n'y a pas à s'étonner si les pays cités dans le rapport sont l'Afghanistan, le Yémen, le Sud Soudan, ravagés récemment par des guerres qui ont forcé des populations à se déplacer et à arrêter des cultures agricoles.

Crise climatique, guerres, spéculation sur les prix des denrées alimentaires, autant de dégâts d'un système économique aussi irrationnel que criminel. Pour faire disparaître la faim dans le monde aussi, il faudra le renverser.

Sa morale n'est pas la nôtre !

À l'occasion de la dernière messe à la Salette, l'évêque de La Réunion, Gilbert Aubry, a qualifié le mariage pour tous et l'euthanasie d' « aberrations », ajoutant que « Tout ce qui est légal n'est pas moral ».

Regretterait-il le temps où l'église faisait la pluie et le beau temps dans la société ? Le temps où les prêtres

catholiques de La Réunion fustigeaient en chaire les militants communistes, le temps où l'église couvrait de son autorité « morale » la mise en esclavage des Africains, le temps où elle faisait condamner au bûcher les « infidèles » ou ceux qui osaient professer que la terre tourne autour du soleil et pas l'inverse ?

L'église catholique, comme les autres religions, prétend contrôler le corps et la vie des humains au nom de principes discriminatoires et réactionnaires s'opposant à toute émancipation du genre humain.

DANS LE MONDE

GUERRE EN UKRAINE

Ni Poutine, ni Zelensky le protégé de Biden-Macron

Le général Pat Ryder, porte-parole du Pentagone, vient de déclarer que ses services n'avaient noté aucun signe que l'armée russe s'approprierait à utiliser l'arme nucléaire. Malgré les cris indignés de Biden et d'autres qui accusent Poutine d'en avoir agité la menace le 21 septembre, il n'y en a de trace ni dans la réalité ni dans son discours.

Les dirigeants des pays dits démocratiques mentent sans vergogne. Cela ne surprendra que ceux qui acceptent tout ce que la propagande occidentale martèle ou insinue depuis des mois. Elle veut faire croire que le David ukrainien doit affronter le Goliath russe, sans que les puissances

impérialistes y soient pour rien.

La seule grande puissance à avoir utilisé l'arme nucléaire sont les États-Unis. Ce fut les 6 et 9 août 1945 à Hiroshima et Nagasaki. Aujourd'hui, l'Occident, qui se présente en faiseur de paix, est le premier à mener l'escalade guerrière en Ukraine.

Les États-Unis ont fourni à ce pays plus d'argent et d'armement en six mois qu'ils ne l'avaient fait en un an à l'Afghanistan en guerre, à Israël et à l'Égypte réunis. La fourniture d'armes modernes, de conseillers militaires, en plus de la mise à disposition de renseignements par les satellites occidentaux ont donné un avantage colossal à l'armée ukrai-

nienne. Poutine, qui n'avait guère le choix, a réagi aux conséquences de la pression militaire accrue de l'Occident. Il a limogé son vice-ministre de la Défense, bouc émissaire des revers militaires. Il a organisé à la hâte des référendums pour rattacher des régions ukrainiennes à la Russie, ce gain territorial devant compenser les reculs du front. Et il a lancé une mobilisation, partielle mais importante, pour renforcer une armée aux effectifs affaiblis.

Il reste à voir si cela aidera à renverser un rapport de forces qui devient défavorable à la Russie...

L'impérialisme, c'est la guerre

Depuis que l'Union soviétique a imploré, en 1991, les dirigeants de la bourgeoisie, surtout américaine, ont poussé leurs pions vers l'Est, dans ce qui avait été la sphère d'influence de l'URSS, l'Ukraine étant une pièce centrale de ce jeu d'échecs avec la peau des peuples.

En février dernier, Poutine a voulu porter un coup d'arrêt aux projets en cours de réalisation de l'impérialisme en Ukraine. Il l'a fait avec la violence, le mépris des peuples, dont le sien, qui caractérisent les chefs d'une bureaucratie antiouvrière, nationaliste et prédatrice.

Des révolutionnaires n'ont aucune

solidarité à avoir avec leur propre impérialisme. Mais affirmer cela n'a de sens que s'ils ne se laissent pas entraîner sur un terrain autre que celui de la classe ouvrière et de ses intérêts, quelle que soit sa nationalité. Une des leçons chèrement acquise du passé est qu'il ne faut jamais oublier, selon les mots du révolutionnaire allemand Karl Liebknecht en pleine Première Guerre mondiale, que « l'ennemi est dans notre propre pays ».

Les travailleurs en France n'ont à apporter aucun soutien direct ou indirect à leur impérialisme : ni dans sa solidarité avec le reste du camp im-



périaliste en Ukraine, ni en Afrique où il mène ses propres guerres contre les peuples.

Réactions face au décret de mobilisation

La presse occidentale montre de nombreuses images de rejet par la population du rappel des réservistes russes de 18 à 65 ans par l'armée. Il semble cependant que ce rejet de l'appel aux réservistes a moins mobilisé à Moscou et Saint-Pétersbourg, où des manifestations peu nombreuses ont été promptement réprimées, que dans le reste du pays. Et le nombre de rappelés diffère fortement, selon les classes sociales, selon les régions.

Pour l'heure, les « réservistes » n'iront pas tous au front. Il y a des exemptions, et le montant des pots-de-vin à verser pour passer entre les mailles du filet grimpe. Il y a aussi certaines professions ou bien le fait de travailler pour l'industrie d'armement qui exonèrent les mobilisés potentiels. Les usines du complexe militaro-industriel tournent à plein, sauf quand les sanctions occidentales perturbent leur approvisionnement.

Avec la fuite à l'étranger de nombreux réservistes, l'économie russe est un peu plus désorganisée.



Usine d'armement aéronautique au nord de Moscou

Dans beaucoup de secteurs, on ne voit pratiquement plus que des employés, les hommes ayant disparu. En province, c'est pire : les autorités civiles et militaires n'ont parfois pas attendu le décret de Poutine pour exiger de telle entreprise qu'elle « libère » deux « volontaires » par atelier ou pour recruter des soldats parmi les élèves des grandes classes.

Confronté à un début de contestation ouverte, le Kremlin

dénonce maintenant « les excès » de ceux qui appliquent ses directives. Poutine prétend qu'il défend le « peuple russe », mais cela n'empêche pas sa cote d'avoir plongé dans de larges couches de la population. S'agissant de la petite bourgeoisie urbaine, ce n'est pas nouveau. Ce qui l'est, c'est que son impopularité liée aux développements de la guerre s'étend dans des milieux populaires et ouvriers.

UNION EUROPÉENNE

Les déserteurs russes ne sont pas bienvenus

À la suite de la mobilisation des réservistes russes par Poutine, des ministres de différents pays de l'Union européenne (UE) se sont exprimés en ordre dispersé et de façon discordante sur l'accueil de ceux qui fuiraient l'enrôlement dans l'armée du Kremlin.

Début septembre, la Lettonie avait, comme la Pologne et les autres pays Baltes, fermé sa frontière aux touristes russes. Quelques jours plus tôt, les ministres des Affaires étrangères des pays de l'UE s'étaient accordés pour suspendre l'accord de 2007 qui facilite l'octroi de visas aux citoyens russes. Quant aux pays

frontaliers de la Russie, autorisation leur était accordée de « prendre des mesures au niveau national pour restreindre l'entrée dans l'UE », au titre des sanctions prises contre la Russie depuis le début de la guerre.

Du côté de l'Allemagne, la position semble plus conciliante vis-à-vis des Russes fuyant la guerre. La ministre allemande de l'Intérieur a déclaré que les réservistes voulant échapper à l'armée russe pourraient demander l'asile politique. Mais, en toute hypocrisie, elle a tenu à rappeler qu'obtenir ce droit n'avait rien d'automatique. Les demandes individuelles feront l'objet de contrôles et

aucune mesure particulière ne sera mise en place pour accueillir ces demandeurs d'asile.

Dans un style différent, brutal ou hypocrite, les dirigeants des pays de l'UE campent sur un même rejet des migrants, quel que soit leur pays d'origine. Et quand bien même ils affichent une bruyante sympathie pour ceux qui refusent les décisions de Poutine, leur politique aboutit à ranger la population russe derrière le maître du Kremlin et à les rendre collectivement responsable de cette guerre.

Meloni, la nouvelle tête de la réaction

Avec plus de 40 % des voix, la coalition dite de centre droit, en réalité marquée par l'extrême droite, a remporté la victoire. Le parti Fratelli d'Italia, héritier du parti fasciste MSI, sort largement en tête et sa dirigeante, Giorgia Meloni, est la mieux placée pour prendre la tête du futur gouvernement.

Ces quatre dernières années, Fratelli d'Italia (Frères d'Italie), s'est soigneusement tenu à l'écart de toutes les combinaisons qui se sont succédé au pouvoir, y compris l'unité nationale derrière Draghi. Le parti a bénéficié de cette politique d'opposition constante, qui lui a valu de mordre sur l'électorat de La Ligue de Salvini, et de passer de 4 % des voix en 2018 à 26 % aujourd'hui. À l'inverse, son principal concurrent sur le terrain nationaliste et xénophobe, la Ligue de Salvini, paie le prix de ses participations gouvernementales.

Si, alors qu'elle était toute jeune conseillère régionale à Rome, Meloni confiait sans fard son admiration

pour Mussolini aux journalistes qui l'interrogeaient, elle a modifié son discours en même temps qu'elle fondait son parti, Fratelli d'Italia. Il s'agissait pour elle de garder la fraction de son appareil, de ses élus et de son électorat qui est nostalgique du fascisme, tout en donnant des gages de respectabilité à la classe politique, et surtout à la bourgeoisie italienne. Elle a donc fait profession de fidélité à la démocratie et à ses institutions, sans jamais condamner directement le fascisme, mais plutôt les « totalitarismes » à savoir « le nazisme et le communisme ». Elle a assuré qu'il n'était question ni de quitter la zone euro, ni de tourner le dos à l'Union européenne et aux milliards du plan de relance et d'investissement que son prédécesseur Mario Draghi, a su obtenir pour le patronat italien.

La victoire électorale traduit sans doute en partie le basculement de l'électorat populaire, y compris d'une fraction ouvrière de celui-ci, vers le vote pour Fratelli d'Italia. Mais une forte abstention a également marqué

le scrutin. Seuls 64 % des électeurs se sont déplacés, 10 % de moins qu'en 2018. Tout cela reflète le dégoût et la désorientation politique des travailleurs et des classes populaires. La politique des partis dits de gauche, à commencer par le plus important d'entre eux, le Parti démocrate (PD), en est largement responsable. Chaque fois qu'il a gouverné, une nouvelle attaque contre les travailleurs est passée.

Considéré comme le maillon faible de l'économie européenne, l'Italie voit le poids de la dette de l'État s'alourdir. Pour continuer à financer sa bourgeoisie et ne pas s'attirer les foudres des institutions financières mondiales, le gouvernement de Meloni, quelle que soit l'issue des marchandages politiques actuels, mènera la même politique d'attaque contre les travailleurs que ses prédécesseurs, en y ajoutant sa couche de crasse xénophobe et réactionnaire.

Naufrage d'un bateau et d'un pays

Au moins cent personnes sont mortes, et dix-sept disparues, au large des côtes syriennes lors du naufrage, le 22 septembre, d'un bateau parti du Liban. Ces migrants, en majorité libanais mais aussi syriens et palestiniens, fuyaient le délabrement de leurs pays pour rejoindre Chypre, distante de 175 kilomètres, et l'Europe où ils espéraient un avenir.

Il y a bien longtemps que le Liban n'est plus « la Suisse du Moyen-Orient ». Les restrictions bancaires, la spoliation des épargnants et les dévaluations successives ont sapé le pouvoir d'achat des Libanais des milieux populaires. En trois ans, la monnaie a perdu 95 % de sa valeur face au dollar, tandis que les prix étaient multipliés par dix. Fin 2021,

80 % des Libanais et 90 % du million de Syriens réfugiés au Liban vivaient sous le seuil de pauvreté.

La corruption règne et les différents clans se déchirent pour tirer à eux le maximum de richesses aux dépens des habitants d'un pays qui sombre dans la ruine. Dans ces conditions, beaucoup ne voient d'autre solution que l'émigration. En août 2021, un ancien député révélait que le nombre de demandes d'immigration pour l'Amérique du Nord et l'Europe concernait 330 000 personnes, essentiellement des intellectuels ou des hommes d'affaires. Les plus riches n'ont pas de problèmes pour quitter le pays, il leur suffit de prendre l'avion. Mais les Libanais des classes populaires et les réfugiés

syriens ou palestiniens vivant dans les camps n'ont guère d'autre choix que de se jeter dans les griffes des passeurs, payant quand même jusqu'à 5 000 dollars par adulte. Selon l'ONU, depuis 2020, au moins 38 bateaux de migrants auraient quitté le pays. Si le naufrage du 22 septembre s'est traduit par une hécatombe, déjà en avril dernier, dix passagers avaient péri, et six début septembre.

La situation du Liban rejoint maintenant celle de nombreux pays du Moyen-Orient ou d'Afrique, où la misère pousse des hommes et des femmes toujours plus nombreux à quitter le pays dans l'espoir d'une vie meilleure, au risque d'y laisser leur vie après y avoir laissé leurs maigres économies.

La révolte de la jeunesse

À la suite du décès de la jeune Mahsa Amini, tuée le 14 septembre sous les coups de la police des mœurs de Téhéran parce qu'elle portait mal son voile, la contestation a pris de l'ampleur en Iran.

Confronté dans plus de cent villes à des manifestations de jeunes, femmes et hommes réunis, le pouvoir a amplifié la répression. Selon l'association Iran Human Rights, 76 manifestants ont été tués en dix jours, et des milliers d'autres jetés en prison, où la torture est systématique. Mais les appels à « ne montrer aucune pitié » lancés par les proches de l'ayatollah Ali Khamenei, le guide suprême de la République islamique d'Iran, n'ont pas arrêté la jeunesse. Des manifestants s'affirment prêts à mourir pour leurs idées : « je me bas, je meurs, je récupère l'Iran ».

Le régime craint que la révolte de la jeunesse, partie de milieux petits-bourgeois mais qui semble trouver une large sympathie dans le pays, déclenche la révolte de dizaines de millions de travailleurs.

Il y a trois ans, en novembre 2019, le pouvoir iranien avait réprimé de larges manifestations contre la hausse des prix du carburant, en fai-

sant plus de 300 morts. Des milliers de disparitions et des condamnations à des années de prison lui avaient permis de refermer, pour un temps, la chape de plomb.

Le régime des ayatollahs est une dictature féroce mais il conserve une base sociale acquise au cours de la révolution de 1979 contre la monarchie pro-américaine du shah, dont il avait pris la tête. Cette assise est certes minée par les effets de la crise économique, ceux de l'embargo américain mis en œuvre sous Trump en 2018, par la corruption des dignitaires du régime et les multiples pénuries qui frappent la population. L'appauvrissement de nombre de travailleurs avait poussé des milliers d'enseignants à faire grève pendant plusieurs mois, fin 2021 et début 2022. D'autres travailleurs, dans le secteur pétrolier ou dans l'industrie sucrière, ont mené des luttes ces dernières années pour obtenir des augmentations, le paiement des arriérés de salaires ou leur embauche. La répression et la nécessité de s'organiser en dehors des organisations officielles que le régime a mis en place dans les entreprises transforment très vite ces grèves économiques en com-

bat politique.

Pour que la révolte courageuse de la jeunesse iranienne réussisse à faire tomber le régime des ayatollahs, elle devra déboucher sur celle de toutes les classes populaires. Quarante-trois ans après la chute du Shah, une nouvelle révolution est nécessaire, et telle que la république islamiste ne soit pas remplacée par une nouvelle dictature, plus ou moins favorable à l'impérialisme. Ce sont les travailleurs qui auront à en prendre consciemment la tête, avec leur propres organisations et leurs propres objectifs.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
 Commission paritaire n°
 1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires
 ISSN : 2552-7282

Lutte de Classe n°226



Au sommaire

- Le chaos du capitalisme en crise
- D'une crise économique à l'autre
- La guerre en Ukraine accélère la militarisation
- Une vague de grèves inédite en Grande-Bretagne
- Brésil : le duel Bolsonaro-Lula
- L'État chinois et la résurgence de la bourgeoisie (1978-2022)
- Renault et les grandes manœuvres dans l'automobile
- Les mémoires de Georg Scheuer